



Communiqué commun Réforme statutaire des greffiers

Nos organisations syndicales, CFDT, CGT et USAJ/UNSA ont décidé **de différer** leur participation à la CAP de recours sur les évaluations 2011 (et non de boycotter) qui devait débiter ses travaux ce jour (*confer notre déclaration liminaire commune*), tant que le Garde des Sceaux ne nous aura pas fixé de rendez-vous pour débattre de la réforme statutaire des greffiers comme il s'y était engagé à l'automne.

Aujourd'hui, notre souci principal est celui de **l'avenir, du devenir du corps et du métier de greffier.**

Pour rappel, une entente syndicale s'est constituée en septembre 2011, composée de la CFDT, de la CGT, de l'USAJ/UNSA et du SDGF, pour contrer les projets de l'administration et obtenir rendez-vous auprès du Garde des Sceaux. Le SDGF s'est implicitement désolidarisé de l'entente puisqu'il n'a pas cru bon nous proposer l'idée d'une pétition commune.

Avoir la prétention de "faire cavalier seul" sur un sujet aussi sensible qu'une réforme statutaire inacceptable tant pour les greffiers que pour les adjoints administratifs, n'est assurément pas sérieux !

Nous avons bien conscience des échéances politiques du printemps, mais nous ne pouvons pas entendre l'argument opposé par l'administration "*ce n'est pas à 58 jours de l'élection présidentielle que le Garde des Sceaux va s'engager dans un dossier qu'il ne pourra poursuivre*", ce que cautionne et reprend à son compte le SDGF.

Les gouvernements et les Gardes des Sceaux passent, les organisations syndicales **représentatives** - elles - restent, poursuivent et poursuivront la défense des fonctionnaires.

Comme nous l'avons fait les uns et les autres à chaque fois que l'occasion nous en a été donnée, tant au travers de nos écrits que dans le cadre de nos interventions, il est de notre responsabilité de maintenir la pression sur ce dossier.

Un contact téléphonique a été pris avec un conseiller technique du ministre en début d'après-midi, il nous a été indiqué qu'un rendez-vous nous serait fixé d'ici la fin de la semaine. Nous ne manquerons pas de vous en informer.

Paris, le 6 mars 2012